

**Art. 16.** De volgende bepalingen worden opgeheven :

- de artikelen 6 tot 9 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;
- de artikelen 47, 59 tot 62 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- de artikelen 9 en 10 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;
- de artikelen 58, 60, 62, 64 en 66 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- de artikelen 45 tot 50, 54, 55bis, 56 tot 59 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- de artikelen 61, 62, 74, 76 en 78 tot 80 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum, met uitzondering van artikel 9, § 6, dat tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 juni 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement, 771 (2007-2008), nrs. 1, 1bis tot 14.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 28 mei 2008.*

Bespreking - Stemmingen.

---

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2045

[2008/202170]

### 21 MAI 2008. — Arrêté ministériel définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 32, 2<sup>o</sup>, et 36, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure, notamment l'article 2 et l'article 6sexies tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 27, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de gaz, notamment l'article 31, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2007 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité;

Vu la proposition de la CWaPE du 28 avril 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité statuant sur base de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, est défini à l'annexe Ier du présent arrêté.

**Art. 2.** Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz statuant sur base de l'article 45, §§ 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, est défini à l'annexe II du présent arrêté.

**Art. 3.** Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité ou de gaz statuant sur base de l'article 27, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité ou de l'article 31, § 4, de l'arrêté du Gouvernement du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, est défini à l'annexe III du présent arrêté.

**Art. 4.** Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz ou d'électricité statuant sur base de l'article 6sexies de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure est défini à l'annexe IV du présent arrêté.

**Art. 5.** L'arrêté ministériel du 24 avril 2007 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juin 2008.

Namur, le 21 mai 2008.

A. ANTOINE

\_\_\_\_\_

#### ANNEXE I<sup>re</sup>

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité

Commune de .....

Commission locale d'avis de coupure de la fourniture minimale d'électricité

Rapport de la réunion du .....

Composition de la Commission	
Mme ou M. ....	, représentant désigné par le Conseil de l'aide sociale
Mme ou M. ....	, représentant assurant la guidance sociale énergétique
Mme ou M. ....	, représentant le gestionnaire de réseau de distribution
.....	

Le secrétariat de la Commission est assuré par .....
--

Client concerné	
Nom et prénom : .....	
Adresse : .....	
<input type="checkbox"/> Présent	
<input type="checkbox"/> Présent et assisté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)	
<input type="checkbox"/> Absent mais représenté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)	
<input type="checkbox"/> Absent	

Bilan de la situation	
La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives à la fourniture minimale garantie) a été fournie	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Date du placement du compteur à budget	...../...../.....
Durée de la fourniture minimale garantie (à compter du dernier rechargement en positif effectué)	..... mois
Etat des consommations sous limiteur de puissance : Consommations relevées ou Consommations estimée (uniquement dans le cas où le gestionnaire de réseau se trouve dans l'impossibilité d'accéder au compteur du client concerné)	..... kWh ..... kWh estimés
Dettes liées à la fourniture minimale garantie	..... €

Décomposition de la dette	
Dettes relatives à la fourniture minimale garantie d'électricité	..... €
Autres frais (à préciser)	..... €
Une demande a été introduite en date du ..... auprès du Conseil de l'action sociale en vue d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

**Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale d'avis de coupure décide :**

d'autoriser le retrait de la fourniture minimale au vu de la mauvaise volonté manifeste du client. Ce retrait s'effectuera en dehors de la période hivernale et au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission. Le client pourra toutefois bénéficier d'électricité à pleine puissance moyennant rechargement de sa carte à pré-paiement, le GRD pouvant affecter un maximum de 20 % du montant rechargé par le client au remboursement de la dette liée à la fourniture minimale garantie.  
Néanmoins dans le cas où le client ne permet pas au gestionnaire de réseau d'avoir accès au compteur pour modifier la configuration (afin de retirer la fourniture minimale), le gestionnaire de réseau procédera à la suspension de la fourniture. Dans ce cas, le GRD adressera au président de la CLAC un compte-rendu de sa visite.

de ratifier l'accord négocié entre le client et le gestionnaire de réseau (GRD) avant la réunion de la CLAC, et, en cas de non-respect de cet accord, d'autoriser le retrait de la fourniture minimale garantie

d'accorder au client un plan de paiement pour la somme totale de ..... € à raison de :  
 ..... € en un versement unique sur le compte ..... - ..... - ..... et/ou  
 ..... € par mois pendant ..... mois à verser sur le compte ..... - ..... - .....  
 et ce à partir du ..... et pour le ..... de chaque mois au plus tard.  
 De même le client bénéficiera d'une guidance énergétique assurée par les services du C.P.A.S. Néanmoins s'il ne respecte pas le plan de paiement octroyé par la CLAC, le client verra sa fourniture minimale garantie en électricité interrompue.

d'accorder une remise de dettes de ..... € au client relativement à sa fourniture minimale via l'intervention du Fonds Energie de la Région Wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de la DGTRE par le gestionnaire de réseau (GRD). Le client bénéficiera d'une guidance énergétique assurée par les services du C.P.A.S.

qu'il ne sera pas procédé au retrait de la fourniture minimale garantie :  
 vu le remboursement effectif de la dette liée à la fourniture minimale.  
 vu la décision favorable du Conseil de l'action sociale en date du ..... pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002 à raison de ..... €  
 à la condition suspensive d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002 à raison de ..... € suivant décision du Conseil de l'action sociale. A défaut d'intervention, le dossier sera examiné par la Commission locale d'avis de coupure (remplir le cadre suivant)

de se revoir le ..... ou endéans ..... :  
 dans le cas d'une décision défavorable du Conseil de l'action sociale pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002  
 dans le but d'assurer un suivi de l'évolution du dossier  
 parce que la note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée, soit n'a pas été fournie, soit est incomplète

Autre :  
 .....  
 .....  
 .....

recommandations éventuelles :  
 .....  
 .....  
 .....

**Modalités de la guidance sociale énergétique** .....

**Signature des membres de la Commission**

Président

Personne chargée de la guidance énergétique

Représentant du gestionnaire de réseau de distribution

**Signature du client ou de la personne le représentant**

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## ANNEXE II

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz  
(dossiers de clients protégés et non protégés alimentés par le GRD  
et en défaut de paiement par rapport celui-ci durant la période transitoire soit avant le 1<sup>er</sup> août 2008)

Commune de .....

Commission locale d'avis de coupure de gaz

Rapport de la réunion du .....

Composition de la Commission
Mme ou M. ...., représentant désigné par le Conseil de l'aide sociale
Mme ou M. ...., représentant assurant la guidance sociale énergétique
Mme ou M. ...., représentant le gestionnaire de réseau de distribution

Le secrétariat de la Commission est assuré par .....
--

Client concerné
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
<input type="checkbox"/> Présent
<input type="checkbox"/> Présent et assisté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)
<input type="checkbox"/> Absent mais représenté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)
<input type="checkbox"/> Absent

Bilan de la situation	
<b>Client protégé alimenté par le gestionnaire de réseau (GRD) à la suite d'une situation de défaut de paiement auprès de son fournisseur :</b> La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives aux livraisons de gaz par le gestionnaire de réseau de distribution) a été fournie	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
<b>Client protégé alimenté à sa demande par le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) :</b> La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives aux livraisons de gaz par le gestionnaire de réseau de distribution) a été fournie	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
<b>Client résidentiel non protégé alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) à la suite d'une situation de défaut de paiement auprès de son fournisseur</b> La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives aux livraisons de gaz par le gestionnaire de réseau de distribution) a été fournie	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Date du début de l'alimentation par le GRD	...../...../.....
Date du dernier relevé d'index	...../...../.....
Montant de la dette de gaz (vis-à-vis du GRD)	..... €
Montant des factures d'acomptes impayées au GRD	..... €

Décomposition de la dette de gaz	
Dette relative aux consommations de gaz	..... €
Autres frais (à préciser)	..... €
<b>Une demande a été introduite en date du ..... auprès du Conseil de l'action sociale en vue d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale d'avis de coupure décide :
<input type="checkbox"/> d'autoriser la suspension de la fourniture de gaz. Cette suspension s'effectuera au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission.
<input type="checkbox"/> de ratifier l'accord négocié entre le client et le gestionnaire de réseau (GRD) avant la réunion de la CLAC, et, en cas de non-respect de cet accord, d'autoriser la suspension de la fourniture de gaz

d'accorder au client un plan de paiement pour la somme totale de ..... € à raison de :  
 ..... € en un versement unique sur le compte ..... - ..... - ..... et/ou  
 ..... € par mois pendant ..... mois à verser sur le compte ..... - ..... - .....  
 et ce à partir du ..... et pour le ..... de chaque mois au plus tard.  
 De même le client bénéficiera d'une guidance énergétique assurée par les services du C.P.A.S. Néanmoins s'il ne respecte pas le plan de paiement octroyé par la CLAC, le client verra sa fourniture de gaz effectivement interrompue.

qu'il ne sera pas procédé à la suspension de la fourniture de gaz :  
 vu le remboursement effectif de la dette liée à la fourniture de gaz.  
 vu la décision favorable du Conseil de l'action sociale en date du ..... pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002 à raison de ..... €  
 à la condition suspensive d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002 à raison de ..... € suivant décision du Conseil de l'action sociale. A défaut d'intervention, le dossier sera examiné par la Commission locale d'avis de coupure (remplir le cadre suivant)

de se voir le ..... ou endéans ..... :  
 dans le cas d'une décision défavorable du Conseil de l'action sociale pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002  
 dans le but d'assurer un suivi de l'évolution du dossier  
 parce que la note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée, soit n'a pas été fournie, soit est incomplète

**Modalités de la guidance sociale énergétique** .....

**Signature des membres de la Commission**

Président

Personne chargée de la guidance énergétique

Représentant du gestionnaire de réseau de distribution

**Signature du client ou de la personne le représentant**

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ANNEXE III

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale  
 d'avis de coupure d'électricité ou de coupure de gaz - perte de la qualité de client protégé

Commune de .....

Commission locale d'avis de coupure d'électricité ou de coupure de gaz

Rapport de la réunion du .....

**Composition de la Commission**

Mme ou M. ...., représentant désigné par le Conseil de l'aide sociale

Mme ou M. ...., représentant assurant la guidance sociale énergétique

Mme ou M. ...., représentant le gestionnaire de réseau de distribution

**Le secrétariat de la Commission est assuré par** .....

**Client concerné**

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Présent

Présent et assisté par .....  
 (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

<input type="checkbox"/> Absent mais représenté par ..... (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)
<input type="checkbox"/> Absent

<b>Bilan de la situation</b>	
<b>Le client protégé est alimenté par le gestionnaire de réseau (GRD) depuis le :</b>	...../...../.....
<b>Le gestionnaire de réseau est informé de la perte de la qualité de client protégé depuis le</b>	...../...../.....
La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de perte du statut de client protégé a été respectée (le client a fait part de la perte de sa qualité de client protégé et n'a pas conclu de contrat avec un fournisseur dans le délai requis) a été fournie.	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

<b>Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale d'avis de coupure décide :</b>
<input type="checkbox"/> confirme la perte du statut de client protégé et impose la suspension de la fourniture d'électricité et/ou de la fourniture de gaz au vu de la mauvaise volonté manifeste du client. Ce retrait s'effectuera au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission.
<input type="checkbox"/> ne confirme pas la perte du statut de client protégé et autorise le maintien de la fourniture d'électricité et/ou de la fourniture de gaz par le gestionnaire de réseau.
<input type="checkbox"/> octroie un délai complémentaire de ..... jours au client afin de lui permettre de signer un contrat avec un fournisseur. A défaut, le client verra sa fourniture d'électricité et/ou de gaz effectivement interrompue.

<b>Signature des membres de la Commission</b>
Président
Personne chargée de la guidance énergétique
Représentant du gestionnaire de réseau de distribution
<b>Signature du client ou de la personne le représentant</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

#### ANNEXE IV

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité ou de coupure de gaz - demande de réouverture du compteur d'électricité et/ou de gaz

Commune de .....

Commission locale d'avis de coupure d'électricité ou de coupure de gaz

Rapport de la réunion du .....

<b>DEMANDE DE REOUVERTURE DU COMPTEUR</b>
<b>Composition de la Commission</b>
Mme ou M. ...., représentant désigné par le Conseil de l'aide sociale
Mme ou M. ...., représentant assurant la guidance sociale énergétique
Mme ou M. ...., représentant le Gestionnaire de réseau de distribution

<b>Le secrétariat de la Commission est assuré par .....</b>
---

<b>Client concerné</b>
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
<input type="checkbox"/> Présent
<input type="checkbox"/> Présent et assisté par ..... (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

<b>Bilan de la situation - demande de réouverture du compteur</b>	
<b>Date de la décision de la Commission favorable à la suspension de la fourniture d'électricité et/ou de gaz</b>	...../...../.....
<b>Date de la demande de réouverture de son/de ses compteurs au(x) gestionnaire(s) de réseau</b>	...../...../.....
Copies de la demande introduite par le client et de l'avis du centre public d'action sociale sur le bien fondé de la demande de réouverture du/des compteurs	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

<b>Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale d'avis de coupure décide :</b>
<input type="checkbox"/> confirme le bien fondé de la demande de réouverture introduite par le client et charge le gestionnaire de réseau de procéder à la réouverture du/des compteurs. Cette réouverture s'effectuera dans les cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission.
<input type="checkbox"/> ne confirme pas le bien fondé de la demande

<b>Signature des membres de la Commission</b>
Président
Personne chargée de la guidance énergétique
Représentant du gestionnaire de réseau de distribution
<b>Signature du client ou de la personne le représentant</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

\_\_\_\_\_

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2045

[2008/202170]

**21. MAI 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007**

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 32 2° und 36 § 1 1° und 46;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung, insbesondere des Artikels 2 und des Artikels 6sexies, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Abänderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung eingefügt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 27 § 4, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Abänderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere des Artikels 31 § 4, eingefügt durch die Erlasse der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und im Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung;

Aufgrund des Vorschlags der "Commission wallonne pour l'Energie" ("CWaPE") (Wallonische Kommission für Energie) vom 28. April 2008,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung, deren Entscheidungen in Anwendung von Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt getroffen werden, wird in der Anlage I zum vorliegenden Erlass festgelegt.

**Art. 2** - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gassperrung, deren Entscheidungen in Anwendung von Artikel 45 §§ 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt getroffen werden, wird in der Anlage II zum vorliegenden Erlass festgelegt.

**Art. 3** - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Strom- oder Gassperrung, deren Entscheidungen in Anwendung von Artikel 27, § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt oder des Artikels 31 § 4 des Erlasses der Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt getroffen werden, wird in der Anlage III zum vorliegenden Erlass festgelegt.

**Art. 4** - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- oder Stromsperrung, deren Entscheidungen in Anwendung von Artikel 6sexies des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung getroffen werden, wird in der Anlage IV zum vorliegenden Erlass festgelegt.

**Art. 5** - Der Ministerialerlass vom 24. April 2007 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung wird am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass tritt am 15. Juni 2008 in Kraft.

Namur, den 21. Mai 2008

A. ANTOINE

#### ANLAGE I

##### Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung

Gemeinde .....

Lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung der minimalen Elektrizitätslieferungsmenge

Bericht der Versammlung vom .....

Zusammensetzung der Kommission	
Frau oder Herr .....	, vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter
Frau oder Herr .....	, Vertreter für die soziale Energiebetreuung
Frau oder Herr .....	, Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes
.....	

Die Schriftführung der Kommission wird von .....	übernommen
--	------------

Betroffener Kunde	
Name und Vorname: .....	
Anschrift: .....	
<input type="checkbox"/> Anwesend:	
<input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von .....	
(eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)	
<input type="checkbox"/> Abwesend aber vertreten durch .....	
(eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)	
<input type="checkbox"/> Abwesend	

Übersicht der Lage	
Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Rechnung und Zahlungsaufforderung bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge), wurde übermittelt	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN
Datum der Installation des Budgetzählers	...../...../.....
Dauer der garantierten minimalen Liefermenge (ab der zuletzt durchgeführten positiven Wiederaufladung)	..... Monate



Verbrauchsstand mit dem Leistungsbegrenzer: Festgestellte Verbrauchszahlen: oder Veranschlagte Verbrauchsdaten (nur wenn der Netzbetreiber keinen Zugang zum Zähler des betroffenen Kunden hat)	..... kWh veranschlagte kWh
Schuld bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge	..... €
<b>Zusammensetzung der Schuld</b>	
Schuld bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge	..... €
Sonstige Kosten (bitte näher angeben)	..... €
<b>Ein Antrag ist am ..... beim Sozialhilferat eingereicht worden, um eine Beihilfe des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds zu erhalten</b>	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN

**Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für die Stromsperrung:**

dass die minimale Liefermenge aufgrund des offensichtlichen schlechten Willens des Kunden zurückgezogen wird. Dieser Entzug findet außerhalb der Winterzeit und frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission statt. Dem Kunden kann jedoch weiterhin Strom bei voller Leistung geliefert werden, unter der Voraussetzung, dass er seine Vorauszahlungskarte wiederauflädt, wobei der Betreiber des Versorgungsnetzes höchstens 20% des vom Kunden wiederaufgeladenen Betrags zur Tilgung der mit der garantierten Liefermenge verbundenen Schuld bestimmen darf,  
Falls der Kunde dem Netzbetreiber keinen Zugang zum Zähler zur Änderung der Konfiguration erlaubt (um die Mindestliefermenge zurückzuziehen), wird der Netzbetreiber jedoch die Stromlieferung unterbrechen. In diesem Fall wird der Netzbetreiber dem Vorsitzenden der Kommission einen Bericht über seinen Besuch zuschicken.

dass die vor der Versammlung der Kommission getroffene Vereinbarung zwischen dem Kunden und dem Netzbetreiber (GRD) bestätigt wird. Falls diese Vereinbarung jedoch nicht beachtet wird, darf die garantierte minimale Liefermenge zurückgezogen werden.

dass dem Kunden ein Zahlungsplan für einen Gesamtbetrag in Höhe von ..... € gewährt wird, der wie folgt durchzuführen ist:  
 ..... € in einer einzigen Zahlung auf das Konto ..... - ..... - ..... und/oder  
 ..... € jeden Monat während ..... Monaten durch Zahlung auf das Konto ..... - ..... - ..... , dies ab dem ..... und spätestens bis zum ..... jedes Monats. Zudem darf der Kunde eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen. Wenn er den von der Kommission gewährten Zahlungsplan jedoch nicht beachtet, wird die Lieferung der garantierten minimalen Liefermenge unterbrochen.

dass dem Kunden in Verbindung mit seiner minimalen Liefermenge ein Schuldenerlass in Höhe von ..... € gewährt wird, dank der Beteiligung des Energiefonds der Wallonischen Region. Der Beteiligungsantrag wird vom Betreiber des Verteilernetzes (GRD) bei der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie eingereicht. Der Kunde wird eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen können.

dass die garantierte minimale Liefermenge nicht zurückgezogen wird:  
 wegen der erfolgten Rückzahlung der mit der minimalen Liefermenge verbundenen Schuld.  
 wegen der günstigen Entscheidung des Sozialhilferats am ..... im Hinblick auf die Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von ..... €  
 unter der aufhebenden Bedingung einer Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von ..... € im Anschluss an einen Beschluss des Sozialhilferats.  
Mangels einer Beteiligung wird die Akte von der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung untersucht (in diesem Fall muss das nachstehende Feld ausgefüllt werden)

dass eine neue Versammlung am ..... oder innerhalb von ..... stattfinden wird:  
 im Falle einer ungünstigen Entscheidung des Sozialhilferats im Hinblick auf eine Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds  
 um die Weiterentwicklung der Akte zu überprüfen  
 weil die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist, entweder nicht übermittelt wurde, oder unvollständig ist

Sonstiges: .....

Eventuelle Empfehlungen: .....

**Durchführungsbestimmungen der sozialen Energiebetreuung:** .....

<b>Unterschrift der Mitglieder der Kommission</b>
Der/die Vorsitzende
Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person
Der Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes
<b>Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters</b>

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 beigefügt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

\_\_\_\_\_

#### ANLAGE II

Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gassperrung (Akten der vom Betreiber des Versorgungsnetzes (GRD) belieferten, geschützten und ungeschützten Kunden, die ihm während des Übergangszeitraums d.h. vor dem 1. August 2008 Beträge nicht gezahlt haben)

Gemeinde .....

Lokale Kommission für die Begutachtung der Gassperrung

Bericht der Versammlung vom .....

<b>Zusammensetzung der Kommission</b>
Frau oder Herr ....., vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter
Frau oder Herr ....., Vertreter für die soziale Energiebetreuung
Frau oder Herr ....., Vertreter des Betreibers des Versorgungsnetzes .....

<b>Die Schriftführung der Kommission wird von ..... übernommen</b>
--

<b>Betroffener Kunde</b>
Name und Vorname: .....
Anschrift: .....
<input type="checkbox"/> Anwesend:
<input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von ..... (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)
<input type="checkbox"/> Abwesend aber vertreten durch ..... (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)
<input type="checkbox"/> Abwesend

<b>Übersicht der Lage</b>	
<b>Geschützter Kunde, der vom Betreiber des Versorgungsnetzes (GRD) anschließend an die Nichtzahlung an den Gasversorger versorgt wird:</b> Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Rechnung und Zahlungsaufforderung bezüglich der Gaslieferungen durch den Betreiber des Versorgungsnetzes), wurde übermittelt.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN
<b>Geschützter Kunde, der auf seinen Antrag hin vom Betreiber des Versorgungsnetzes (GRD) versorgt wird:</b> Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Rechnung und Zahlungsaufforderung bezüglich der Gaslieferungen durch den Betreiber des Versorgungsnetzes), wurde übermittelt.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN
<b>Ungeschützter Haushaltskunde, der vom Betreiber des Versorgungsnetzes (GRD) anschließend an die Nichtzahlung an seinen Versorger versorgt wird:</b> Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Rechnung und Zahlungsaufforderung bezüglich der Gaslieferungen durch den Betreiber des Versorgungsnetzes), wurde übermittelt.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN
Datum des Beginns der Versorgung durch den Betreiber des Versorgungsnetzes	...../...../.....
Datum des letzten Zählerablesens	...../...../.....
Betrag der Schuld (dem Betreiber des Versorgungsnetzes gegenüber) für Gas	..... €
Betrag der an den Betreiber des Versorgungsnetzes nicht gezahlten Anzahlungsrechnungen	..... €
<b>Zusammensetzung der Gasschuld</b>	
Schuld in Zusammenhang mit dem Gasverbrauch	..... €
Sonstige Kosten (bitte näher angeben)	..... €
<b>Ein Antrag ist am ..... beim Sozialhilferat eingereicht worden, um eine Beihilfe des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds zu erhalten</b>	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN

<b>Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für die Gassperrung:</b>
<input type="checkbox"/> dass die Einstellung der Gaslieferung genehmigt wird. Diese Einstellung findet frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission statt.
<input type="checkbox"/> dass die vor der Versammlung der Kommission getroffene Vereinbarung zwischen dem Kunden und dem Netzbetreiber (GRD) bestätigt wird. Falls diese Vereinbarung jedoch nicht beachtet wird, darf die Gaslieferung eingestellt werden.
<input type="checkbox"/> dass dem Kunden ein Zahlungsplan für einen Gesamtbetrag in Höhe von ..... € gewährt wird, der wie folgt durchzuführen ist: <input type="checkbox"/> ..... € in einer einzigen Zahlung auf das Konto ..... - ..... - ..... und/oder <input type="checkbox"/> ..... € jeden Monat während ..... Monaten durch Zahlung auf das Konto ..... - ..... - ..... , dies ab dem ..... und spätestens bis zum ..... jedes Monats. Zudem darf der Kunde eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen. Wenn er den von der Kommission gewährten Zahlungsplan jedoch nicht beachtet, wird die Gaslieferung tatsächlich unterbrochen.
<input type="checkbox"/> dass die Gaslieferung nicht eingestellt wird: <input type="checkbox"/> wegen der erfolgten Rückzahlung der mit der Gaslieferung verbundenen Schuld. <input type="checkbox"/> wegen der günstigen Entscheidung des Sozialhilferats am ..... im Hinblick auf die Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von ..... € <input type="checkbox"/> unter der aufhebenden Bedingung einer Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von ..... € im Anschluss an einen Beschluss des Sozialhilferats. Mangels einer Beteiligung wird die Akte von der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gassperrung untersucht (in diesem Fall muss das nachstehende Feld ausgefüllt werden)
<input type="checkbox"/> dass eine neue Versammlung am ..... oder innerhalb von ..... stattfinden wird: <input type="checkbox"/> im Falle einer ungünstigen Entscheidung des Sozialhilferats im Hinblick auf eine Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds <input type="checkbox"/> um die Weiterentwicklung der Akte zu überprüfen <input type="checkbox"/> weil die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist, entweder nicht übermittelt wurde, oder unvollständig ist

<b>Durchführungsbestimmungen der sozialen Energiebetreuung:</b> .....
<b>Unterschrift der Mitglieder der Kommission</b>
Der/die Vorsitzende
Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person
Der Vertreter des Betreibers des Versorgungsnetzes
<b>Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters</b>

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 beigefügt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

ANLAGE III

Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung oder der Gassperrung - Verlust der Eigenschaft als geschützter Kunde

Gemeinde .....

Lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung oder der Gassperrung

Bericht der Versammlung vom .....

<b>Zusammensetzung der Kommission</b>
Frau oder Herr ....., vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter
Frau oder Herr ....., Vertreter für die soziale Energiebetreuung
Frau oder Herr ....., Vertreter des Betreibers des Versorgungs- bzw. Verteilernetzes

<b>Die Schriftführung der Kommission wird von ..... übernommen</b>
--

<b>Betroffener Kunde</b>
Name und Vorname: .....
Anschrift: .....
<input type="checkbox"/> Anwesend:
<input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von ..... (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)
<input type="checkbox"/> Abwesend aber vertreten durch ..... (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)
<input type="checkbox"/> Abwesend

<b>Übersicht der Lage</b>	
<b>Der geschützte Kunde wird vom Betreiber des Verteiler- bzw. Versorgungsnetzes (GRD) versorgt seit dem:</b>	...../...../.....
<b>Der Netzbetreiber ist über den Verlust der Eigenschaft als geschützter Kunde informiert seit dem:</b>	...../...../.....
Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Fall des Verlusts des Statuts als geschützter Kunde eingehalten worden ist (der Kunde hat den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde mitgeteilt und hat keinen Vertrag mit einem Versorger binnen der erforderlichen Frist abgeschlossen), ist vorgelegt worden.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN

<b>Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für die Stromsperrung bzw. Gassperrung das Folgende:</b>
<input type="checkbox"/> sie bestätigt den Verlust des Statuts als geschützter Kunde und verlangt die Einstellung der Elektrizitäts- und/oder Gasversorgung aufgrund des offensichtlichen schlechten Willens des Kunden. Dieser Entzug findet frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission statt.
<input type="checkbox"/> sie bestätigt nicht den Verlust des Statuts als geschützter Kunde und erlaubt die Aufrechterhaltung der Elektrizitäts- und/oder Gasversorgung durch den Netzbetreiber.
<input type="checkbox"/> sie gewährt dem Kunden eine zusätzliche Frist von ..... Tagen, damit es ihm möglich ist, einen Vertrag mit einem Versorger abzuschließen. In Ermangelung davon wird seine Elektrizitäts- und/oder Gasversorgung unterbrochen.

<b>Unterschrift der Mitglieder der Kommission</b>
Der/die Vorsitzende
Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person
Der Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes
<b>Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters</b>

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 begefügt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

\_\_\_\_\_

ANLAGE IV

Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung oder der Gassperrung - Antrag auf Wiederinbetriebnahme des Strom- und/oder Gaszählers

Gemeinde .....

Lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung oder der Gassperrung

Bericht der Versammlung vom .....

<b>ANTRAG AUF WIEDERINBETRIEBNAHME DES ZÄHLERS</b>
<b>Zusammensetzung der Kommission</b>
Frau oder Herr ....., vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter
Frau oder Herr ....., Vertreter für die soziale Energiebetreuung
Frau oder Herr ....., Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes
.....

<b>Die Schriftführung der Kommission wird von ..... übernommen</b>
--

<b>Betroffener Kunde</b>
Name und Vorname: .....
Anschrift: .....
<input type="checkbox"/> Anwesend:
<input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von ..... (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung)

<b>Übersicht der Lage - Antrag auf Wiederinbetriebnahme des Zählers</b>	
<b>Datum des Beschlusses der Kommission zugunsten der Einstellung der Strom- und/oder Gasversorgung</b>	...../...../.....
<b>Datum des Antrags auf Wiederinbetriebnahme seines/seiner Zähler(s) bei dem/den Netzbetreiber(n)</b>	...../...../.....
Kopien des vom Kunden eingereichten Antrags und des Gutachtens des öffentlichen Sozialhilfezentrums über die Rechtmäßigkeit des Antrags auf Wiederinbetriebnahme des/der Zähler(s)	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN

<b>Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für die Stromsperrung bzw. Gassperung das Folgende:</b>
<input type="checkbox"/> sie bestätigt die Rechtmäßigkeit des vom Kunden eingereichten Antrags auf Wiederinbetriebnahme und beauftragt den Netzbetreiber damit, die Wiederinbetriebnahme des/der Zähler(s) vorzunehmen. Diese Wiederinbetriebnahme findet innerhalb von fünf Tagen nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission statt.
<input type="checkbox"/> sie bestätigt nicht die Rechtmäßigkeit des Antrags.

<b>Unterschrift der Mitglieder der Kommission</b>
Der / die Vorsitzende
Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person
Der Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes
<b>Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters</b>

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 24. April 2007 beigelegt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 2008 — 2045

[2008/202170]

**21 MEI 2008. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007**

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 32, 2°, en 36, § 1, 1° en 46°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, meer bepaald op artikel 2 en artikel 6sexies zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt en van het besluit van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, meer bepaald op artikel 27, § 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, meer bepaald op artikel 31, § 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt en van het besluit van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 april 2007 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking;

Gelet op het voorstel van de CWaPE van 28 april 2008,

Besluit :

**Artikel 1.** Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van stroomonderbreking, die beslist op grond van artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, ligt vast in bijlage I bij dit besluit.

**Art. 2.** Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van gasonderbreking, die beslist op grond van artikel 45, § 3 en § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, ligt vast in bijlage II bij dit besluit.

**Art. 3.** Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van stroom- of gasonderbreking, die beslist op grond van artikel 27, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt of van artikel 31, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, ligt vast in bijlage III bij dit besluit.

**Art. 4.** Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- of stroomonderbreking, die beslist op grond van artikel 6sexies van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, ligt vast in bijlage IV bij dit besluit.

**Art. 5.** Het ministerieel besluit van 24 april 2007 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2008.

Namen 21 mei 2008.

A. ANTOINE

#### BIJLAGE I

Model van van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie  
inzake bericht van stroomonderbreking

Gemeente .....

Plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking van de minimale stroomlevering

Verslag van de vergadering van .....

<b>Samenstelling van de Commissie</b>
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt
Mevr. of de heer ....., die de distributienetbeheerder vertegenwoordigt .....

<b>Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door .....</b>
---

<b>Betrokken afnemer</b>
Naam en voornaam : .....
Adres : .....
<input type="checkbox"/> Aanwezig
<input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
<input type="checkbox"/> Afwezig maar vertegenwoordigd door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
<input type="checkbox"/> Afwezig

<b>Balans van de toestand</b>	
De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast (factuur en aanmaning betreffende de gewaarborgde minimale levering) is overgelegd.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE
Datum van de plaatsing van de budgetmeter	...../...../.....
Duur van de gewaarborgde minimale levering (te rekenen van de laatste heroplading in positieve stand)	..... maand

Stand van de verbruiken onder vermogensbeperker : Opgemeten verbruik of Geraamd verbruik (alleen wanneer de netbeheerder geen toegang heeft tot de meter van betrokken afnemer)	..... kWh geraamde kWh
Schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering	..... €
<b>Analyse van de schuld</b>	
Schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale stroomlevering	..... €
Overige kosten (nader bepalen)	..... €
Een aanvraag is op ..... bij de Raad van sociale actie ingediend met het oog op een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE

**Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking :**

de opschorting van de gewaarborgde minimale levering toe te laten gezien de manifeste onwil van de afnemer. De opschorting zal ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie doorgevoerd worden. De afnemer kan evenwel elektriciteit ontvangen mits heroplading van zijn prepaykaart, waarbij de netbeheerder een maximum van 20 % van het door de afnemer heropgeladen bedrag gebruikt voor de terugbetaling van de schuld in verband met de gewaarborgde minimale levering. Mocht de afnemer de netbeheerder evenwel geen toegang tot de meter bieden met het oog op de wijziging van de configuratie (om de minimale levering in te trekken), wordt de levering door de netbeheerder opgeschort. In dat geval richt de netbeheerder een verslag van zijn bezoek aan de voorzitter van de plaatselijke commissie inzake bericht van stroomonderbreking.

de overeenkomst tussen de afnemer en de distributienetbeheerder (GRD) vóór haar vergadering goed te keuren en, bij niet-naleving van die overeenkomst, de opschorting van de gewaarborgde minimale levering toe te laten.

de afnemer een afbetalingsplan toe te staan voor de totale som van ..... € naar rato van :  
 ..... € in één enkele storting op de rekening ..... - ..... - ..... en/of,  
 ..... € per maand gedurende ..... maanden, te storten op de rekening ..... - ..... - ..... vanaf ..... en uiterlijk ..... van elke maand.  
 De afnemer komt ook in aanmerking voor een begeleiding inzake energie waargenomen door de diensten van het O.C.M.W. Als de afnemer het door de plaatselijke commissie inzake bericht van stroomonderbreking toegestane afbetalingsplan niet naleeft, dan wordt zijn gewaarborgde minimale stroomlevering onderbroken.

een schuld van ..... € aan de afnemer toe te staan naar gelang van zijn minimale levering via de tegemoetkoming van het "Fonds Energie de la Région wallonne". De aanvraag tot tegemoetkoming wordt door de distributienetbeheerder (GRD) bij de DGTRE ingediend. De afnemer zal in aanmerking komen voor een begeleiding inzake energie waargenomen door de diensten van het O.C.M.W.

dat de gewaarborgde minimale levering niet opgeschort wordt :  
 gezien de effectieve afbetaling van de schuld i.v.m. de minimale levering  
 gezien de gunstige beslissing van de Raad van sociale actie van ..... wat betreft de tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 naar rato van ..... €  
 onder de opschortende voorwaarde van een tegemoetkoming van Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 naar rato van ..... € op grond van de beslissing van de Raad van sociale actie. Bij gebrek aan tegemoetkoming zal het dossier opnieuw behandeld worden door de Plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking (onderstaand vak invullen)

elkaar weer te zien op ..... of binnen :  
 in het geval van een ongunstige beslissing van de Raad van sociale actie betreffende een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002  
 om te zorgen voor de opvolging van de evolutie van het dossier  
 omdat de verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast, hetzij niet overgemaakt werd, hetzij onvolledig is.

Andere : .....

Eventuele aanbevelingen : .....

**Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie :** .....

<b>Handtekening van de leden van de Commissie</b>
Voorzitter



Persoon belast met de begeleiding inzake energie
Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder .....
<b>Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt</b>

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## BIJLAGE II

Model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van gasonderbreking (dossiers van beschermde en niet-beschermde afnemers overgenomen door de netwerkbeheerder en die in gebreke van betaling zijn ten overstaan van laatstgenoemde tijdens de overgangperiode, namelijk voor 1 augustus 2008)

Gemeente .....

Plaatselijke commissie inzake bericht van gasonderbreking

Verslag van de vergadering van .....

<b>Samenstelling van de Commissie</b>
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt
Mevr. of de heer ....., die de distributienetbeheerder vertegenwoordigt

<b>Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door .....</b>
---

<b>Betrokken afnemer</b>
Naam en voornaam : .....
Adres : .....
<input type="checkbox"/> Aanwezig
<input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
<input type="checkbox"/> Afwezig maar vertegenwoordigd door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
<input type="checkbox"/> Afwezig

<b>Balans van de toestand</b>	
<b>Beschermde afnemer overgenomen door de distributienetbeheerder (GRD) ingevolge een wanbetalingstoestand bij diens leverancier :</b> De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast (factuur en aanmaning betreffende de gewaarborgde minimale levering), is overgelegd.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE
<b>Beschermde afnemer die op eigen verzoek door de distributienetbeheerder (GRD) bevoorrad wordt :</b> De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast (factuur en aanmaning betreffende de gewaarborgde minimale levering), is overgelegd.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE
<b>Niet-beschermde residentiële afnemer overgenomen door de distributienetbeheerder (GRD) ingevolge een wanbetalingstoestand bij diens leverancier :</b> De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast (factuur en aanmaning betreffende de gewaarborgde minimale gaslevering), is overgelegd.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE

Aanvangsdatum van de overname door de distributienetbeheerder	...../...../.....
Datum van de laatste indexmeting	...../...../.....
Bedrag van de gasschuld (ten overstaan van de distributienetbeheerder)	..... €
Bedrag van de onbetaalde voorschotfacturen	..... €
<b>Analyse van de gasschuld</b>	
Schuld i.v.m. het gasverbruik	..... €
Overige kosten (nader bepalen)	..... €
<b>Een aanvraag is op ..... bij de Raad van sociale actie ingediend met het oog op een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002</b>	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE

<b>Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking :</b>
<input type="checkbox"/> de opschorting van de gaslevering toe te laten. Die opschorting gebeurt ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie.
<input type="checkbox"/> de overeenkomst tussen de afnemer en de distributienetbeheerder (GRD) vóór haar vergadering goed te keuren en, bij niet-naleving van die overeenkomst, de opschorting van de gaslevering toe te laten.
<input type="checkbox"/> de afnemer een afbetalingsplan toe te staan voor de totale som van ..... € naar rato van : <input type="checkbox"/> ..... € in één enkele storting op de rekening ..... - ..... - ..... en/of, <input type="checkbox"/> ..... € per maand gedurende ..... maanden, te storten op de rekening ..... - ..... - ..... vanaf ..... en uiterlijk ..... van elke maand. De afnemer komt ook in aanmerking voor een begeleiding inzake energie waargenomen door de diensten van het O.C.M.W. Als de afnemer het door de commissie toegestane afbetalingsplan niet naleeft, dan wordt zijn gaslevering onderbroken.
<input type="checkbox"/> dat de gaslevering niet opgeschort wordt : <input type="checkbox"/> gezien de effectieve afbetaling van de schuld i.v.m. de gaslevering <input type="checkbox"/> gezien de gunstige beslissing van de Raad van sociale actie van ..... wat betreft de tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 naar rato van ..... € <input type="checkbox"/> onder de opschortende voorwaarde van een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 naar rato van ..... € op grond van de beslissing van de Raad van sociale actie. Bij gebrek aan tegemoetkoming zal het dossier opnieuw behandeld worden door de Plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking (onderstaand vak invullen)
<input type="checkbox"/> elkaar weer te zien op .....of binnen : <input type="checkbox"/> in het geval van een ongunstige beslissing van de Raad van sociale actie betreffende een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 <input type="checkbox"/> om te zorgen voor de opvolging van de evolutie van het dossier <input type="checkbox"/> omdat de verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast, hetzij niet overgemaakt werd, hetzij onvolledig is.

**Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie :** .....

<b>Handtekening van de leden van de Commissie</b>
Voorzitter
Persoon belast met de begeleiding inzake energie
Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder .....
<b>Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt</b>

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

## BIJLAGE III

Model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van stroomonderbreking  
verlies van de hoedanigheid van beschermde afnemer

Gemeente .....

Plaatselijke commissie inzake bericht van gasonderbreking

Verslag van de vergadering van .....

<b>Samenstelling van de Commissie</b>
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt
Mevr. of de heer ....., die de distributienetbeheerder vertegenwoordigt .....

<b>Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door</b> .....
---

<b>Betrokken afnemer</b>
Naam en voornaam : .....
Adres : .....
<input type="checkbox"/> Aanwezig
<input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
<input type="checkbox"/> Afwezig maar vertegenwoordigd door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)
<input type="checkbox"/> Afwezig

<b>Balans van de toestand</b>	
<b>Beschermde afnemer die door de distributienetbeheerder (GRD) bevoorrad wordt :</b>	...../...../.....
<b>De netwerkbeheerder is sinds ..... ingelicht over het verlies van de hoedanigheid van beschermde afnemer</b>	...../...../.....
De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure bij verlies van het statuut van beschermde afnemer is nageleefd (de afnemer heeft het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer medegedeeld en heeft geen contract gesloten met een leverancier binnen de vereiste termijn) werd overgelegd.	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE

<b>Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking :</b>
<input type="checkbox"/> bevestigt het verlies van het statuut van beschermde afnemer en legt de opschorting op van de elektriciteits- of gaslevering gelet op de klaarblijkelijke onwil van de afnemer. De opschorting zal ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie doorgevoerd worden.
<input type="checkbox"/> bevestigt het verlies van het statuut van beschermde afnemer en laat de instandhouding toe van de elektriciteits- of gaslevering door de netwerkbeheerder.
<input type="checkbox"/> kent de afnemer een bijkomende termijn toe van ..... dagen om hem in de mogelijkheid te stellen om een contract met een leverancier te ondertekenen. Zo niet wordt de elektriciteits- of gaslevering aan de afnemer onderbroken.

<b>Handtekening van de leden van de Commissie</b>
Voorzitter
Persoon belast met de begeleiding inzake energie
Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder .....
<b>Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt</b>

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## BIJLAGE IV

Model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie inzake bericht van stroom- of gasonderbreking - aanvraag tot heropening van de elektriciteits- of gasmeter

Gemeente .....

Plaatselijke commissie inzake bericht van elektriciteits- of gasonderbreking

Verslag van de vergadering van .....

<b>AANVRAAG TOT HEROPENING VAN DE METER</b>
<b>Samenstelling van de Commissie</b>
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie
Mevr. of de heer ....., vertegenwoordiger die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt
Mevr. of de heer ....., die de distributienetbeheerder vertegenwoordigt

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door .....
--

<b>Betrokken afnemer</b>
Naam en voornaam : .....
Adres : .....
<input type="checkbox"/> Aanwezig
<input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door ..... (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)

<b>Balans van de toestand - aanvraag tot heropening van de meter</b>	
<b>Datum van de beslissing van de Commissie tot opschorting van de elektriciteits- en/of gaslevering</b>	...../...../.....
<b>Datum van de aanvraag tot heropening van zijn meter(s) aan de netwerkbeheerder(s)</b>	...../...../.....
Afschriften van de aanvraag ingediend door de afnemer en van het advies van het O.C.M.W. over de gegrondheid van de aanvraag tot heropening van de meter(s)	<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE

<b>Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking :</b>
<input type="checkbox"/> bevestigt de gegrondheid van de aanvraag tot heropening ingediend door de afnemer en belast de netwerkbeheerder ermee de meter(s) te heropenen. Die heropening gebeurt ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie.
<input type="checkbox"/> bevestigt de gegrondheid van de aanvraag niet

<b>Handtekening van de leden van de Commissie</b>
Voorzitter
Persoon belast met de begeleiding inzake energie
Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder .....
<b>Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt</b>

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,